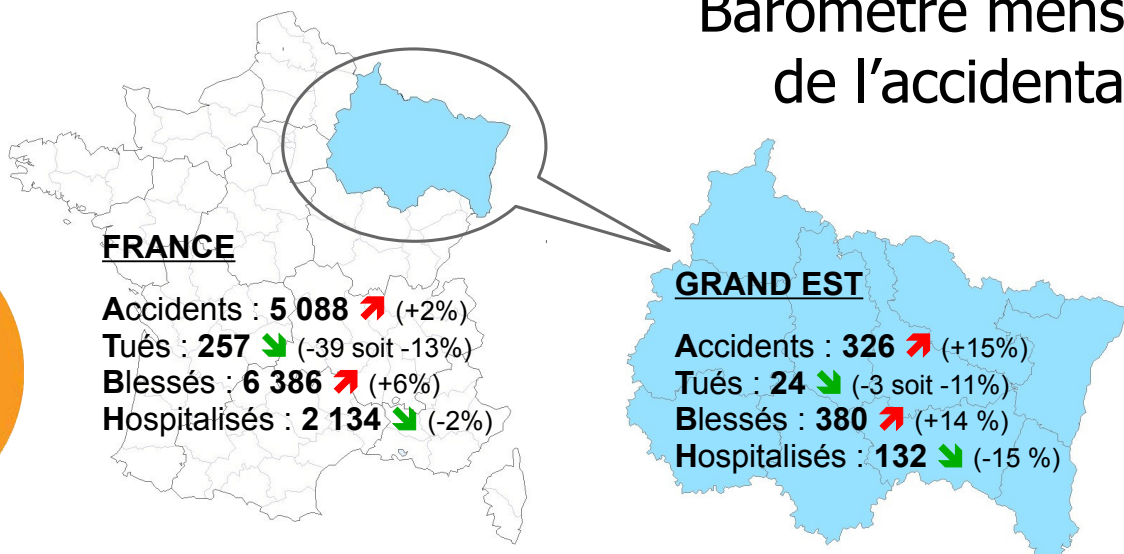


La sécurité routière dans la région *Grand Est*

Baromètre mensuel de l'accidentalité

**Novembre
2016**



BILAN PROVISOIRE DU MOIS

DEPARTEMENTS	ARDENNES	AUBE	MARNE	HAUTE-MARNE	MEURTHE ET MOSELLE	MEUSE	MOSELLE	BAS-RHIN	HAUT-RHIN	VOSGES
ATBH										
Accidents corporels	8	22	35	5	74	5	44	68	52	13
<i>même mois consolidé n-1</i>	13	15	44	13	63	5	47	45	24	14
Personnes tuées	2	1	0	2	4	1	2	6	3	3
<i>même mois consolidé n-1</i>	2	5	5	1	2	0	6	2	2	2
<i>Cumul depuis janvier</i>	14	15	35	11	33	12	43	38	23	22
Personnes blessées	8	30	48	3	82	4	58	70	64	13
<i>même mois consolidé n-1</i>	16	15	51	19	71	7	57	51	29	18
dont blessées hospitalisées	7	9	18	3	22	3	22	15	23	10
<i>même mois consolidé n-1</i>	14	12	24	8	15	2	31	18	16	15

REPARTITION DES PERSONNES TUEES

USAGERS	0-13 ans	14-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	Total depuis janvier	Novembre
Piétons	2		3	5	6	26	42	7
Bicyclettes	2		2	1	3	6	14	1
Cyclomoteurs			1	1	2	2	6	2
Motocyclettes			3	18	5	2	28	1
Véhicules légers	5	5	40	29	29	36	144	13
Poids lourds			1	1	3		5	
Autres*			1	2	2	2	7	
Cumul depuis janvier	9	5	51	57	50	74	246	
Novembre	2		5	6	5	6		24

*Autres = voiturettes, quads, tracteurs, trains, tramways et engins spéciaux

COMMENTAIRES

En France au mois de novembre 2016, la mortalité routière connaît **une baisse sensible de 13 %** par rapport à novembre 2015 soit **39 personnes tuées de moins**. Le nombre de personnes blessées hospitalisées est également en baisse **de 2 %**. Moins favorablement, les nombres d'accidents corporels et de personnes blessées sont en hausse, respectivement de 2 % et 6 %.

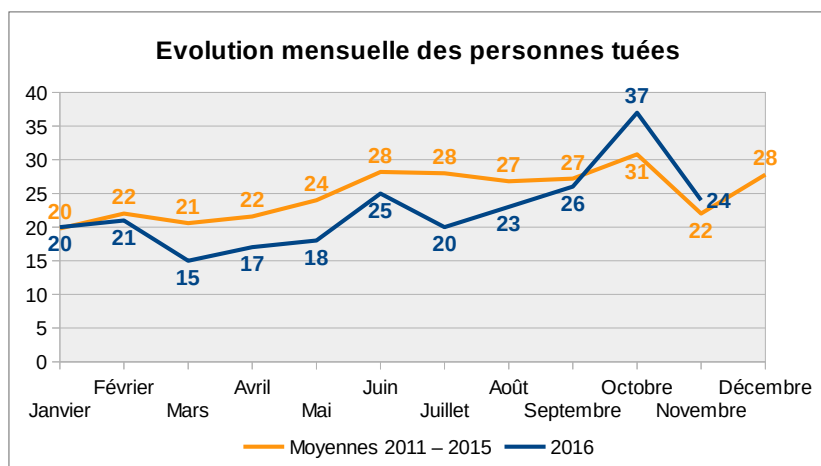
L'accidentalité dans la région Grand-Est suit la même tendance nationale. Ainsi, concernant la mortalité on dénombre **3 personnes tuées de moins** par rapport à novembre 2015. Par ailleurs, le nombre de personnes blessées hospitalisées **diminue de 15 %**. En revanche, les nombres d'accidents corporels et de personnes blessées augmentent respectivement de 15 % et 14 %.

Les tendances sont plus contrastées pour les chiffres des départements. Ainsi tous les indicateurs sont à la hausse pour la Meurthe-et-Moselle et le Haut-Rhin alors que ceux des Ardennes et de la Marne diminuent. Comparé à novembre 2015, la mortalité augmente dans 6 départements du Grand Est (52, 54, 55, 67, 68 et 88). Plus favorablement, le nombre de personnes tuées **baisse de façon significative** ce mois-ci dans l'Aube (-4), la Marne (-5) et la Moselle (-4) quand celui des Ardennes reste stable.

Les seniors de +65ans restent toujours les plus vulnérables depuis le début de l'année. Ainsi à novembre 2016, cette tranche d'âges représente 30 % du nombre total de personnes tuées pour la région et pour 35 % d'entre eux il s'agit de piétons. Concernant d'ailleurs ce type d'utilisateurs, les piétons se positionnent au 2^{ème} rang de la mortalité après les usagers de véhicules légers. Ils représentent ainsi 17 % des personnes tuées. S'agissant des 2 roues motorisés (cyclos et motos), autres usagers vulnérables, leur proportion est de 14 %.

EVOLUTION MENSUELLE

(Chiffres provisoires mensuels 2016, comparés aux moyennes des 5 mois identiques précédents)

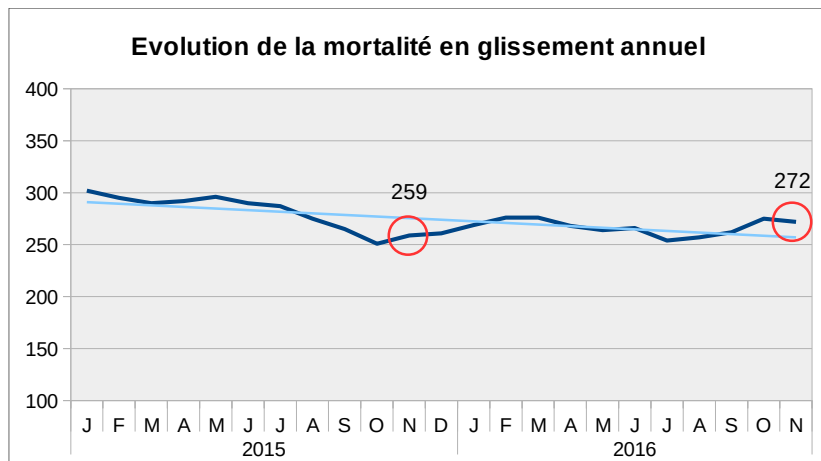


Jusqu'au mois de septembre 2016, la courbe de la mortalité dans la région Grand-Est était majoritairement en dessous de celle des moyennes des 5 mois identiques précédents. Mais depuis le mois d'octobre, elle se situe au-dessus de cette référence.

Après une évolution générale à la hausse depuis le début de cette année, la tendance s'inverse favorablement au mois de novembre. Pour autant, le nombre de personnes tuées reste supérieur à celui de la référence avec 2 personnes tuées de plus.

EVOLUTION ANNUELLE

(Chaque valeur mensuelle correspond à la moyenne sur 12 mois glissants y compris le mois considéré)



Sur une année glissante, de décembre 2015 à novembre 2016, 272 personnes sont décédées dans la région Grand-Est. Comparé à novembre 2015 avec 259 personnes tuées et sur une période identique, la mortalité a progressé de 5 %. Dans un même temps, elle est restée quasiment stable au niveau national.

Immobilisation et mise en fourrière immédiates des véhicules contrôlés en grand excès de vitesse et peine alourdie pour la conduite avec un faux permis



► Depuis le 20 novembre, deux mesures de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle issues des décisions du Comité interministériel de la sécurité routière du 2 octobre 2015 sont entrées en vigueur.

La première permet que les véhicules contrôlés en **dépassement de 50 km/h (ou plus)** de la vitesse maximale autorisée soient **immobilisés** et **immédiatement placés en fourrière** par les forces de l'ordre. Cette mesure, applicable à l'encontre des conducteurs français comme étrangers, vise à empêcher qu'un conducteur ayant une conduite aussi dangereuse ne puisse repartir au volant de son véhicule.

La seconde mesure permet de créer un **délit spécifique de conduite** d'un véhicule en faisant **usage d'un permis de conduire faux ou falsifié**, qui sera désormais puni de cinq ans d'emprisonnement, de 75 000 euros d'amende et de plusieurs peines complémentaires, dont celle de **confiscation obligatoire du véhicule**.



Les gants obligatoires à deux et trois-roues motorisés

► Depuis le 20 novembre 2016, le **port des gants certifiés est obligatoire** pour les **conducteurs et passagers** (même mineurs) des deux ou trois-roues motorisés. Dans ce contexte, la Sécurité routière lance une nouvelle campagne, rappelant aux usagers et passagers de scooters et motos la valeur de leurs mains et la nécessité de les protéger, en portant des gants.

En effet, encore 20 % des victimes à deux-roues motorisés sont atteintes à la main ou au poignet (estimation registre du Rhône). Le non-port de gants certifiés est désormais sanctionné d'une amende de troisième classe (68 euros minorée à 45 euros en cas de paiement dans les 15 jours, ce qui est le prix moyen d'une paire de gants certifiés) pour le conducteur et le passager, auquel s'ajoute pour le pilote un retrait d'un point sur le permis de conduire.

> [EN SAVOIR +](#)

Alcool au volant : lancement du dispositif permettant aux préfets de délivrer un permis de conduire sous condition

► Décidé en Comité interministériel de la sécurité routière du 2 octobre 2015 (mesure 7), l'arrêté du 30 octobre 2016, élargit au cadre médico-administratif, la **possibilité de recourir à un éthylotest anti-démarrage (EAD)** pour les usagers de la route qui ont des difficultés à dissocier alcool et conduite.



A partir du 1er décembre 2016, dans la Drôme (26), le Nord (59) et la **Marne (51)**, les médecins agréés de la commission médicale de la préfecture auront la possibilité de donner un avis favorable au préfet à la restitution d'un permis de conduire sous ces deux conditions : d'une part, l'usager devra faire installer volontairement, à ses frais, un dispositif homologué d'anti-démarrage électronique dans le véhicule qu'il conduit. D'autre part, il devra accepter un suivi médico-psychologique dans un établissement spécialisé en addictologie. Sur le fondement de cet avis médical, le préfet du département délivrera à la personne concernée un permis de conduire d'une durée temporaire. Une mention spécifique indiquant l'obligation d'EAD apparaîtra sur le permis, afin de permettre le contrôle par les forces de l'ordre.

Les autres actualités de la sécurité routière

LE CHIFFRE

A deux-roues motorisés, avec des gants certifiés CE, le facteur de protection s'élève à 87 %.

A L'ÉPREUVE DES FAITS

« Boire un café permet d'accélérer l'élimination de l'alcool. »

VRAI ou **FAUX**

Réponse